

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 763/ Septembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2023

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

L'inflation poursuit son ralentissement dans un environnement économique contrasté

L'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon montre des signaux divergents à la fin du mois de juin 2023. La consommation des ménages s'est repliée tandis que l'investissement des entreprises a fortement augmenté. Ces évolutions se sont accompagnées d'un nouveau repli de l'inflation.

La croissance des prix à la consommation a continué de ralentir principalement du fait de la baisse des prix de l'énergie. L'indice des prix reste toutefois à un niveau élevé. L'euro a confirmé son appréciation face au dollar canadien, de quoi permettre une baisse de l'inflation importée sur ce trimestre dans un contexte de ralentissement de l'inflation mondiale.

La consommation des ménages est de nouveau orientée à la baisse et plus particulièrement les dépenses en biens alimentaires qui ont diminué pour le deuxième trimestre consécutif alors que l'inflation alimentaire est repartie à la hausse ce trimestre et semble peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

L'investissement des entreprises est reparti à la hausse après une série de baisses en glissement trimestriel enregistrée depuis le second semestre 2022, et s'est traduit par l'augmentation conjointe des importations en biens d'équipement et en biens intermédiaires, qui s'explique par la reprise de l'activité dans le secteur de la construction et notamment le lancement de la reconstruction du barrage de la Vigie.

La baisse de la facture énergétique a permis une nouvelle baisse des importations, toutefois, les exportations ont enregistré un de leurs plus bas niveaux historiques. Par conséquent, la balance commerciale de l'archipel s'est dégradée et le taux de couverture est descendu à 0,5 % à la fin du mois de juin 2023.

L'importante baisse des exportations de Saint-Pierre-et-Miquelon reflète les difficultés de la pêche industrielle. Plus généralement, l'activité halieutique connaît un début d'année compliqué. Enfin, la fréquentation touristique a marqué le pas au cours du deuxième trimestre 2023 par rapport à 2022, retardant ainsi le processus de rattrapage du secteur amorcé depuis la fin de la crise sanitaire.

Avec la baisse des prix de l'énergie l'inflation poursuit son ralentissement

Au deuxième trimestre 2023, l'inflation en glissement trimestriel (g.t.) a poursuivi sa décélération, de 0,9 % en g.t. au premier trimestre 2023, à 0,15 % en g.t. à fin juin 2023.

Hormis sur l'alimentation, le tassement des prix a été généralisé, soutenu principalement par la baisse des prix de l'énergie et dans une moindre mesure par le ralentissement de l'inflation importée. L'indice global hors tabac, ainsi que celui hors loyer et hors tabac, ont évolué de pair avec l'indice global, avec des hausses respectives de 0,16 % et 0,15 % en g.t.. Les prix des produits manufacturés et des services ont baissé pour le deuxième trimestre consécutif de 0,33 % en g.t. après une baisse de 0,7 % en g.t. au trimestre précédent. En revanche, les prix des produits alimentaires, qui avaient enregistré une baisse de 1 % en g.t. au cours du premier trimestre 2023, sont repartis à la hausse ce trimestre avec une croissance de 1,9 % en g.t..

Confrontée à de moindres pressions au cours des derniers mois, l'inflation mesurée sur l'archipel au deuxième trimestre 2023 se rapproche en glissement annuel (g.a.) de celle enregistrée dans l'Hexagone au mois de juin 2023. Les prix sur le territoire ont en effet augmenté de 5,5 % en g.a. contre 4,5 % en g.a. dans l'Hexagone selon l'Insee. Ce niveau reste toutefois très élevé et bien au-dessus de la cible des 2 %. En raison des effets de base annuels, un nouveau fléchissement de l'inflation est attendu en glissement annuel au cours du troisième trimestre 2023, son envergure sera fonction du cours de l'euro face au dollar canadien qui est très volatil, du contexte international qui pourrait de nouveau peser sur certains postes de l'indice des prix et notamment celui des biens alimentaires, et enfin de la persistance des pressions inflationnistes sous-jacentes au Canada.

Un marché de l'emploi toujours bien orienté

Au deuxième trimestre 2023, le marché du travail conserve toujours une dynamique favorable et les difficultés de recrutement persistent. Pôle emploi enregistre 296 offres d'emploi au cours des 12 derniers mois pour 155 personnes à la recherche d'un emploi.

Fin juin 2023, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie ABC s'est élevé à 155 personnes, en légère hausse sur un an (+ 9 DEFM). Le nombre de DEFM de catégorie A a suivi la même évolution sur un an (+11 DEFM) pour s'établir à 75 personnes. En conséquence, le taux de chômage est remonté à 2,4 % contre 2 % fin juin 2022.

L'analyse avec correction des variations saisonnières (CVS) montre une augmentation du nombre de DEFM de catégorie ABC et de catégorie A en glissement trimestriel (respectivement +29,7 %, CVS et +75,7 %, CVS). L'indicateur de chômage CVS rebondit donc à 3,3 % contre 1,9 % au 1^{er} trimestre 2023.

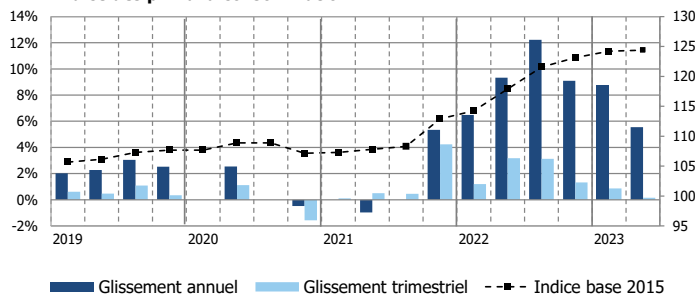
La consommation des ménages en biens ne confirme pas son rebond

Après avoir amorcé une reprise au premier trimestre 2023, la consommation des ménages s'est repliée au deuxième trimestre 2023. Les importations, en valeur, de biens de consommation (CVS) ont diminué de 2,6 % en g.t. pour atteindre 10,5 millions d'euros.

Principale composante des dépenses des consommations, les biens alimentaires (CVS) ont baissé pour le deuxième trimestre consécutif, de 6,6 % en g.t.. Les biens non-alimentaires et les biens durables ont peu évolué mais restent bien orientés après leur hausse au premier trimestre 2023.

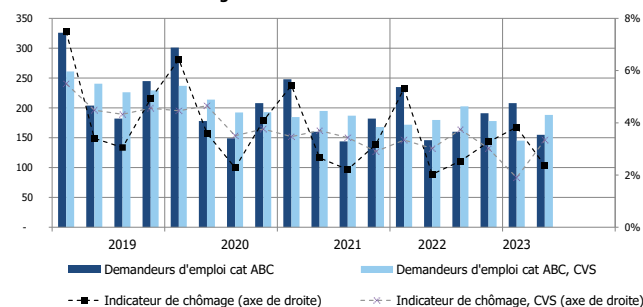
Les crédits à la consommation, quant à eux, sont repartis à la hausse à hauteur de 3,2 % en g.t..

Indice des prix à la consommation



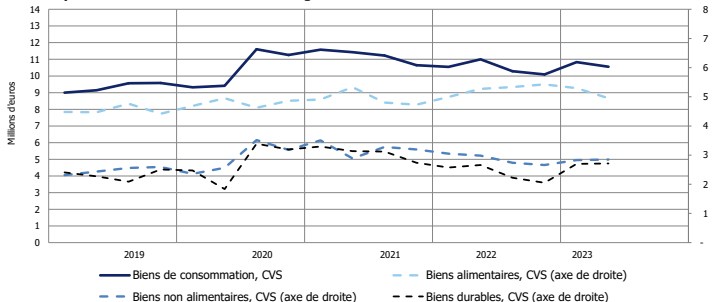
Source : Préfecture

Indicateurs de chômage



Sources : Pôle emploi, CVS IEDOM

Importations à destination des ménages



Sources : Douanes, CVS IEDOM

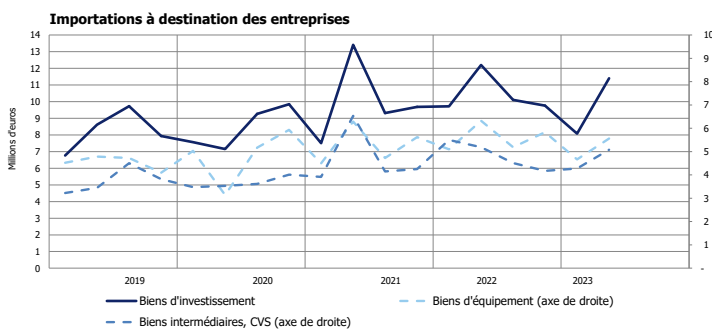
L'investissement privé affiche une forte hausse

En hausse de 41,1 % en g.t., l'investissement privé a atteint 11,4 millions d'euros en valeur sur l'archipel en lien avec le redémarrage de l'activité dans le secteur de la construction publique.

Les entreprises du territoire bénéficient notamment de l'activité induite par le chantier du barrage de la Vigie au cours du deuxième trimestre 2023.

La dynamique des importations de biens intermédiaires amorcée au premier trimestre s'est maintenue avec une augmentation de 18,9 % en g.t.. Les importations de biens d'équipement ont repris après leur baisse en glissement trimestriel au trimestre précédent et ont progressé de 19,2 % en g.t..

En outre, les encours bancaires des crédits d'investissement aux entreprises ont progressé de 9 % en g.t..

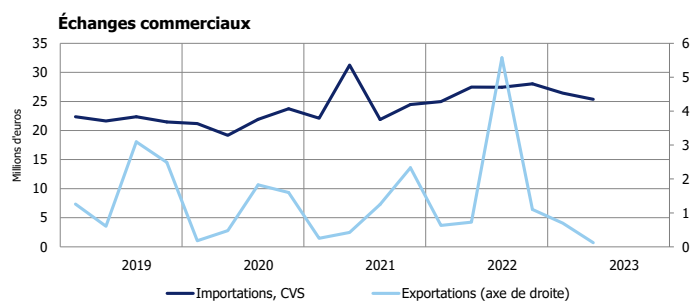


Sources : Douanes, CVS IEDOM

Dégradation de la balance commerciale

Au cours du deuxième trimestre 2023, les importations à destination de l'archipel (en données CVS) ont de nouveau diminué en valeur (-4 % en g.t.). A l'instar du premier trimestre, ce recul est attribuable à la baisse des importations de combustibles. Les importations hors combustibles ont en effet peu évolué (-0,7 % en g.t.) en lien avec la chute des importations à destination des ménages et le rebond des importations à destination des entreprises.

La baisse des importations enregistrée au cours du deuxième trimestre 2023 n'a pas eu d'effet positif sur la balance commerciale de l'archipel. Les exportations ont en effet chuté de 82,9 % en raison de la faiblesse des exportations des produits de la mer. Les difficultés économiques du secteur de la pêche ont ainsi pesé sur la situation extérieure du territoire. A la fin du mois de juin 2023, le taux de couverture de Saint-Pierre et Miquelon était de 0,5 %, soit son plus bas niveau depuis 2015, et le déficit commercial s'était détérioré de 1,8 % en g.t. et 5,6 % en g.a..

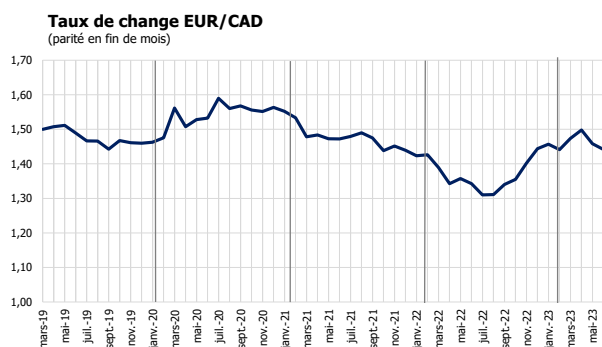


Source : Douanes

L'EUR/CAD frémit au 2e trimestre

La moyenne des parités de fin de mois du deuxième trimestre est en légère hausse (+0,6 %) par rapport au trimestre précédent. Toutefois, à fin juin 2023, l'euro se négociait à 1,4415 dollar canadien, soit son niveau de février 2023, contre 1,4981 dollar canadien pour 1 euro à fin avril.

Depuis mai, la devise canadienne a profité de la hausse des taux directeurs de sa Banque Centrale et des changements d'anticipation de sa politique monétaire et s'est donc appréciée à l'égard de l'euro, en dépit des resserrements monétaires décidés par la BCE en mai et juin. Bien que la dynamique lui soit défavorable, l'euro s'apprécie à hauteur de 7,4 % à la fin du mois de juin 2023 par rapport à la fin du mois de juin 2022.



Source : Banque de France

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

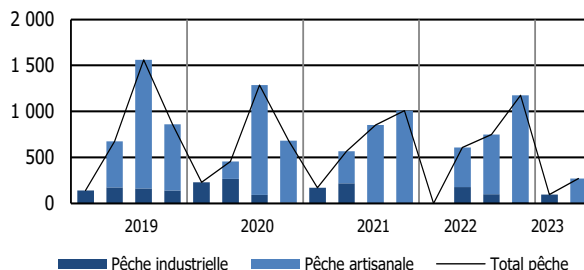
Début de saison difficile pour la pêche artisanale

Le secteur halieutique de l'archipel a connu un début d'année 2023 difficile. Après un timide rebond au premier trimestre 2023, les prises de pêche se sont contractées de 55,2 % au deuxième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre 2022.

Cette évolution s'explique principalement par la chute des prises de pêche artisanale (-36,7 % sur un an) qui représentent environ les deux tiers des prises du secteur sur les deux dernières campagnes à cette même période de l'année. Cette baisse importante est elle-même due à la forte diminution des prises des crabes de neige (-41,1 % sur un an), alors qu'elles comptabilisent plus de 95 % des prises de la pêche artisanale à cette période de l'année.

Enfin, les difficultés puis la cession de l'entreprise Pêcheurs du Nord en juin 2023 a impacté l'activité de pêche industrielle qui n'a enregistré aucune prise au deuxième trimestre 2023.

Prises de pêche
(en tonnes)



Sources : DTAM / Pôle Maritime, Iedom

Le nombre de touristes en baisse sur un an

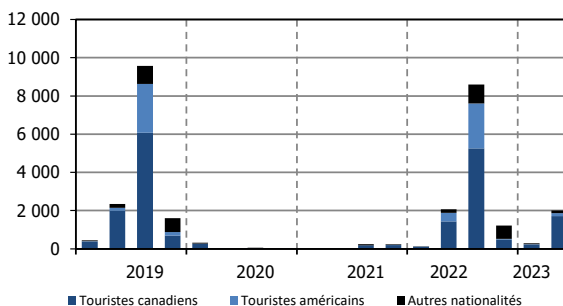
Au deuxième trimestre 2023, le rattrapage amorcé dans le tourisme a marqué le pas. La fréquentation touristique étrangère a diminué de 3,2 % en g.a.. En effet, sur un an, l'augmentation de la venue de Canadiens sur le territoire n'a pas permis de compenser la baisse des flux en provenance des États-Unis et des autres pays.

Par ailleurs, le nombre de passagers arrivant par voie maritime a baissé de 18,3 % sur un an. Aucun bateau de croisière n'a séjourné sur l'archipel au cours du deuxième trimestre 2023. En revanche, la fréquentation aérienne a fortement augmenté à hauteur de 82 % en g.a. et a quasiment égalé celle mesurée au deuxième trimestre 2019.

D'avril à juin 2023, 2 003 touristes étrangers ont été enregistrés sur l'archipel. Un total inférieur à celui du deuxième trimestre 2019 d'environ 14,4 % contre 37,5 % au premier trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2019. Toutefois, le niveau enregistré au deuxième trimestre 2019 était en baisse en glissement annuel et assez éloigné des chiffres des années précédentes à cette même période de l'année. Ainsi, le nombre de visiteurs au deuxième trimestre 2023 est inférieur de 46 % à la fréquentation touristique étrangère moyenne de 2015 à 2019 à cette même période de l'année.

En cumul depuis le début de l'année 2023, 2 283 touristes se sont rendus à St-Pierre-et-Miquelon contre 2 789 à cette même période de l'année en 2019. Dans le détail, 1 524 d'entre eux ont emprunté la voie maritime (contre 1 830 en 2019) et les 759 restants la voie aérienne (contre 959 en 2019).

Touristes étrangers par nationalité

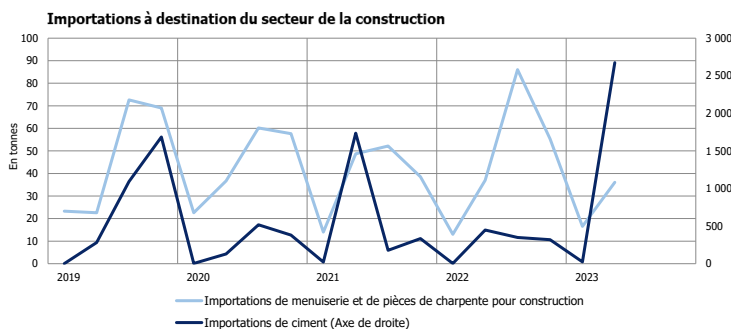


Sources : Police aux frontières, Iedom

Le secteur du BTP en forte croissance

Le secteur du BTP est dynamique à la fin juin 2023, notamment en raison du lancement de la reconstruction du barrage de la Vigie.

Les importations de ciment ont fortement augmenté à presque 2 674 tonnes contre 448 tonnes l'an passé. Très peu utilisées sur le chantier du barrage, le volume d'importations de menuiserie et de pièces de charpente a peu évolué par rapport à l'année dernière à hauteur de 36 tonnes.



Source : Douanes

La conjoncture régionale et internationale

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT CANADIEN STAGNE AU DEUXIEME TRIMESTRE

La croissance économique canadienne a été nulle en glissement trimestriel au deuxième trimestre 2023 après avoir atteint +0,6 % en g.t. au premier trimestre 2023. Cela s'explique, dans un premier temps, par le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages (+0,1 % en g.t. après +1,2 % en g.t. au premier trimestre 2023) et de la croissance des exportations de biens et services (+0,1 % en g.t. après +2,5 % en g.t. au premier trimestre 2023). De plus, les importations de biens et services ayant davantage progressé (+0,5 % en g.t. après +0,2 % en g.t. au premier trimestre 2023) que les exportations de biens et services, en glissement trimestriel, la balance des échanges extérieurs de biens et services a contribué de manière négative à la croissance du PIB au deuxième trimestre 2023. Enfin, l'investissement résidentiel a connu sa cinquième baisse trimestrielle consécutive à hauteur de 2,1 % en g.t., la Banque du Canada ayant poursuivi le resserrement de sa politique monétaire en portant son taux directeur à 4,75 % au cours de la période considérée. L'investissement privé des entreprises, en hausse de 2,5 % en g.t., demeure de fait le seul grand poste ayant contribué significativement de manière positive à la croissance du PIB au deuxième trimestre 2023.

L'indice des prix à la consommation au Canada poursuit sa tendance baissière depuis le pic atteint en juin 2022 à 8,1 % en g.a. à 2,8 % en g.a. en juin 2023. Le ralentissement de la hausse des prix s'explique par des effets de base annuels sur les prix de l'énergie, l'amélioration des chaînes d'approvisionnement mondiales ainsi que les répercussions des effets du resserrement de la politique monétaire canadienne. Au cours du deuxième trimestre 2023, l'inflation hors énergie a également continué de fléchir et a atteint en juin 2023 4,4 % en g.a.. Cependant, elle reste encore trop soutenue pour la Banque du Canada (BDC) qui a revu ses prévisions d'inflation. La BDC prévoit désormais un retour de l'inflation à sa cible de 2 % à la mi-2025. En conséquence, elle a décidé de reprendre son cycle de hausse de taux.

Le taux de chômage canadien est remonté au cours du deuxième trimestre 2023 pour atteindre 5,4 % de la population active en juin 2023. Il s'agit de son plus haut niveau depuis février 2022. En parallèle, le taux d'emploi diminue de 0,2 point par rapport à mars 2023 et a atteint 62,2 % en juin. **L'emploi** a toutefois continué de croître au second trimestre. Le marché du travail canadien comptabilise de fait, à fin juin 2023, 20,2 millions d'individus en emploi, soit 84 000 créations nettes de postes par rapport aux trois premiers mois de l'année. La croissance de l'emploi montre en revanche quelques signes de ralentissement (28 000 créations nettes mensuelles en moyenne d'avril à juin 2023) après un fort dynamisme d'octobre 2022 à janvier 2023 (moyenne de 79 000 par mois).

Source : Statistique Canada.

LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODEREE ET HETEROGENE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle historique sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (-0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement augmenté (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une progression des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.